

ACTION URGENTE

PARAGUAY. LES FORCES DE SÉCURITÉ MENACENT UN GROUPE AUTOCHTONE

La communauté autochtone ayoreo atetadiegosode de Cuyabia (département de Boquerón, ouest du Paraguay) a signalé qu'elle se sentait menacée par la présence d'agents de sécurité lourdement armés. Ces agents ont été engagés par le propriétaire qu'un différend foncier oppose à la communauté de Cuyabia. Celle-ci attend la régularisation de ses titres fonciers.

Selon les organisations autochtones Tierraviva et Iniciativa Amotocodie, des agents de sécurité lourdement armés, qui auraient été engagés par le propriétaire qu'un différend foncier oppose à la communauté de Cuyabia, ont tenté d'intimider la **population autochtone ayoreo atetadiegosode** installée à cet endroit en tirant en l'air le 11 août. Des membres de la communauté étaient en train d'inspecter leurs terres car ils craignaient qu'une déforestation ne soit en cours.

Le 16 avril, un tribunal a statué que l'ancien président de l'Institut indigène du Paraguay (INDI) avait vendu illégalement en 2012 les terres qui avaient été reconnues comme appartenant aux Ayoreos Atetadiegosodes en 1996. Ces terres ont été rétrocédées à l'INDI en 2014. Depuis lors, les Ayoreos Atetadiegosodes demandent à cet organe de déterminer rapidement et précisément les limites de leur territoire afin que leurs titres fonciers puissent être régularisés.

Ils craignent fortement qu'une déforestation ne soit en cours sur leurs terres. Le 29 juillet 2015, ils ont déposé une plainte pour déforestation devant l'INDI, le ministère de l'Environnement (*Secretaría del Ambiente*, SEAM) et le ministère public (*Dirección de Derechos Étnicos del Ministerio Público*).

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en espagnol ou dans votre propre langue :

- appelez les autorités à diligenter sans délai une enquête sur les événements inquiétants du 11 août ;
- exhortez-les à prendre les mesures nécessaires pour protéger les Ayoreos Atetadiegosodes contre de nouvelles attaques, dans le respect de leurs souhaits ;
- priez-les instamment de veiller à ce que les titres fonciers de cette population autochtone soient régularisés et à ce que la déforestation de leur territoire cesse.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 1^{er} DÉCEMBRE 2015 À :

Procureur général
Dr. Javier Díaz Verón
Fiscal General del Estado
Sede Central-Chile c/ Ygatimí
Asunción, Paraguay
Fax : + 595 21 415 6152 (si une personne décroche, veuillez dire : « tono de fax, por favor »)
Courriel :
comunicaciones@ministeriopublico.gov.py
Formule d'appel : Estimado Señor Fiscal, / Monsieur le Procureur général,

Président de l'Institut indigène du Paraguay (INDI)
Lic. Jorge Servín
Presidente de INDI
Don Bosco 745 entre Haedo y Humaitá,
Asunción, Paraguay
presidencia@indi.gov.py
Fax : + 595 21 425 280 (si une personne décroche, veuillez dire : « tono de fax, por favor »)
Formule d'appel : Estimado Señor Presidente, / Monsieur,

Copies à :
Tierraviva
tierraviva@tierraviva.org.py

Veuillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques du Paraguay dans votre pays (adresse/s à compléter) :
Name Address 1 Address 2 Address 3 fax Fax number courriel Email address formule d'appel Salutation .

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

PARAGUAY. LES FORCES DE SÉCURITÉ MENACENT UN GROUPE AUTOCHTONE

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Vingt familles vivent à Cuyabia sur 25 000 hectares, qui font partie du territoire ancestral du peuple autochtone ayoreo atetadiegosode. En 1996, l'Institut indigène du Paraguay (INDI) a acquis ces terres dans l'intention de les enregistrer au nom du peuple autochtone guaraní ñandeva. En 2010, les Guaraní Ñandevas ont accepté de les restituer aux Ayoreos Atetadiegosodes étant donné qu'elles faisaient partie du territoire ancestral de ces derniers. Amnesty International croit savoir que d'autres groupes autochtones ayoreos, vivant dans un isolement volontaire, sont installés sur ces terres depuis de nombreuses années.

En 2012, la communauté ayoreo a déposé une plainte auprès du parquet chargé des droits humains et de la lutte contre la corruption afin de dénoncer le fait que l'ancien président de l'INDI avait vendu ses terres à un propriétaire privé la même année. Ces terres ont été rétrocédées à l'INDI en 2014.

En 2013, une requête officielle (*juicio de mensura*) a été déposée devant l'INDI afin que la zone appartenant aux Ayoreos Atetadiegosodes en vertu des titres fonciers de 1996 soit déterminée. Dans le cadre de cette procédure, la communauté appelle les autorités à régler le différend concernant les limites précises de son territoire.

Nom : peuple autochtone ayoreo atetadiegosode
Hommes et femmes

AU 236/15, AMR 45/2700/2015, 20 octobre 2015